

Document

Avec Paul Biya, François Hollande poursuit la réception des dictateurs françafricains

(<http://survie.org>)

29.01.2013

Tandis que l'opération militaire massive au Mali focalise l'attention et que responsables politiques et analystes s'évertuent à démontrer que les modalités d'intervention signent la fin de la Françafrrique, François Hollande reçoit le plus vieux des « *dictateurs amis de la France* », ce mercredi 30 janvier à 15h, pour le plus grand bonheur du patronat français. Une lettre ouverte lui a été adressée et une conférence de presse est organisée de 10h à 12h à la Maison de l'Afrique pour dénoncer ce soutien renouvelé au régime camerounais.

Les regards sont toujours tournés vers le Mali, mais ce mercredi 30 janvier, c'est à une autre région d'Afrique que se consacre François Hollande. Et contrairement aux récentes réceptions des dictateurs burkinabè [1] et tchadien [2], la « *lutte contre le terrorisme* » ne peut pas être invoquée pour essayer de justifier que le président d'une relation franco-africaine « normalisée » reçoive le despote camerounais, au pouvoir depuis plus de trente ans [3].

La rencontre avec Paul Biya, « *réélu* » frauduleusement en 2011 [4] et qui s'apprête à organiser des élections législatives et sénatoriales pour lesquelles un blanc-seing français sera précieux, est officiellement placée sous le signe des droits humains. On nous annonce ainsi un président Hollande intraitable, très attentif à l'évolution du dossier de certains ressortissants français embastillés au Cameroun... Un patriotisme qui ne doit pas virer à l'indignation sélective, moins d'une semaine après la publication par Amnesty International d'un nouveau rapport sur les « *multiples atteintes aux droits humains* », qui dénonce « *des exécutions illégales et des actes de torture* », des poursuites pénales « *pour museler les opposants politiques, les défenseurs des droits humains et les journalistes* », et des persécutions homophobes [5]. Malgré cela, la France maintient scandaleusement une très importante coopération policière et militaire avec ce pays [6].

Pour désamorcer la critique, l'Élysée ne manquera pas de formuler ses vœux désormais traditionnels de « *transparence* » et de « *bonne gouvernance* ». Ce serait un gage de continuité, car Paul Biya, que ses concitoyens considèrent comme le plus corrompu des camerounais, instrumentalise régulièrement la lutte contre la corruption pour mener des purges contre ses adversaires et ses affidés les plus ambitieux de son propre appareil politique et asseoir ainsi son pouvoir autocratique : ce discours sur la « *bonne gouvernance* » est, au Cameroun comme partout en Françafrrique, le nouvel outil de management de la dictature.

Victime emblématique de cette prétendue lutte contre la corruption, Paul Eric Kingué se démène en vain depuis près de 5 ans contre une justice aux ordres du pouvoir. Il paie le prix de s'être attaqué aux entreprises françaises présentes sur la commune dont il fut le maire [7], et qui disposent de puissants relais politiques. Cette affaire, comme la rencontre stratégique que Paul Biya aura au MEDEF le lendemain de son entrevue avec François Hollande, illustre qui sont les bénéficiaires de ce soutien renouvelé au régime de celui que la France installa au pouvoir en 1982. Les dirigeants et actionnaires des entreprises françaises présentes au Cameroun continuent en effet, malgré une concurrence croissante, d'être les premières à piller les richesses d'une population scandaleusement pauvre [8]. Le commerce bilatéral de la France avec le Cameroun, ce sont en effet 632 millions d'euros d'exportations et près de 300 millions d'euros d'importations [9], qui font le bonheur

d'environ 200 entreprises locales appartenant à des français et d'une centaine de filiales de grands groupes français omniprésents dans l'économie camerounaise [10] : l'exploitation du pétrole (Perenco) et sa distribution (Total), l'agriculture et l'agroalimentaire (Compagnie fruitière, Vilgrain, Castel, Bolloré,...), le bois (Rougier), le ciment (Lafarge), les transports (Bolloré, Air France), la téléphonie mobile (Orange), les banques et les assurances (Société Générale, Le Crédit Lyonnais, Banques Populaires, Axa, ...), le BTP (Vinci, Bouygues, ...).

L'association Survie renouvelle son exigence de refonte complète des relations franco-africaines, qui impose notamment de renoncer à toute coopération policière et militaire et d'instaurer un « *service diplomatique minimum* » avec les régimes n'ayant aucune légitimité démocratique. Avec le Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora Camerounaise (CODE), elle vient ainsi d'adresser une lettre ouverte à François Hollande, puisqu'il s'était mobilisé suite à la réception de Paul Biya par Nicolas Sarkozy en juillet 2009.

Afin d'exposer plus en détails la nature du régime camerounais et l'importance du soutien de la France à Paul Biya, le CODE et Survie vous invitent à une conférence de presse ce mercredi 30 janvier 2013 de 10h à 12h à la Maison de l'Afrique (7 rue des Carmes, 75005 Paris).

Note

[1] Communiqué de Survie du 17 septembre 2012 : « Blaise Compaoré à Paris : la Françafrique fait sa rentrée à l'Elysée ! »

[2] Communiqué de Survie du 4 décembre 2012 : « Hollande fait la paix avec Déby et prépare la guerre »

[3] « Élection présidentielle du 9 octobre 2011 au Cameroun : Urgence contre la dictature ! », Dossier de presse réalisé dans le cadre des actions du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, Survie, mardi 4 octobre 2011

[4] « Cameroun : une mascarade électorale labellisée « acceptable » », Billets d'Afrique n°207, novembre 2011,

[5] Communiqué d'Amnesty International du 24 janvier 2013 : « Cameroun. Halte à l'impunité pour les graves atteintes aux droits humains » et rapport (anglais uniquement) « Republic of Cameroon : Make human rights a reality »

[6] Selon le ministère des affaires étrangères : « Le Cameroun tient une place particulière au sein de l'architecture de paix et de sécurité en Afrique centrale et dans le golfe de Guinée. Ce pays est le premier partenaire de la France en matière de coopération de sécurité et de défense. L'accord rénové de partenariat de défense conclu le 21 mai 2009 est entré en vigueur le 1er août 2012. » (voir <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pa...> , mis à jour 10.01.2013)

[7] Communiqué de la FIDH du 29 octobre 2012 : « Cameroun : la FIDH appelle à mettre un terme au harcèlement judiciaire visant Paul-Eric Kingue depuis plus de 4 ans »

[8] « Le Cameroun des entreprises françaises », Billets d'Afrique n°206, octobre 2011

[9] « Le commerce extérieur entre la France et l'Afrique centrale en 2011 », Service Économique Régional de l'Ambassade de France au Cameroun, février 2012

[10] Ambassade de France au Cameroun